

# Le duo Afrique-Asie

## L'amélioration de l'accès au marché asiatique peut doper les exportations de l'Afrique, mais celle-ci doit engager des réformes pour en exploiter tout le potentiel économique

Harry G. Broadman

**L**É RÉCENT essor du commerce entre pays en développement africains et asiatiques illustre bien l'explosion des échanges Sud-Sud. Ces flux sont directement liés au développement des classes moyennes chez les géants émergents d'Asie, à savoir l'Inde et la Chine, qui montrent un appétit croissant pour les produits de base africains, mais aussi à l'accélération de la croissance en Afrique subsaharienne, qui stimule la demande de produits manufacturés asiatiques.

Ces évolutions favorisent des échanges d'une autre nature que le commerce traditionnel entre l'Afrique et l'Union européenne (UE) ou les États-Unis, qui repose largement sur des accords préférentiels. Compte tenu de la complémentarité croissante des deux régions en développement que sont l'Afrique et l'Asie, la progression actuelle de leurs échanges va sans doute se prolonger durablement.

Sur un marché mondial de plus en plus intégré, les enjeux sont grands pour le bien-être économique de millions d'habitants de l'Afrique subsaharienne. Le présent article étudie l'évolution des échanges Afrique-Asie et ses effets en termes de développement, de commerce et de politique économique.

### L'Afrique sur l'échiquier mondial

Ces dix dernières années, de nombreux pays subsahariens ont nettement progressé sur le plan économique. Entre 1996 et 2005, 34 % des Africains vivaient dans des pays affichant une croissance égale ou supérieure à 4,5 % alors même qu'ils ne produisaient pas de pétrole. Pourtant, et cela est surprenant, on ne parle guère de cette catégorie naissante de pays africains non pétroliers qui connaissent pourtant une belle réussite économique.

Pour l'Afrique subsaharienne, le bilan commercial demeure toutefois médiocre, plombé principalement par les caractéristiques mêmes d'un continent géographiquement très fragmenté et constitué d'une multitude de petits pays enclavés (encadré). En 1991, les échanges mondiaux repré-

sentaient 16 % de la production totale et 20 % en 2004, mais la part des exportations africaines ne cesse de baisser depuis 60 ans (Broadman, 2007).

Depuis 1999, les prix à l'exportation des principales marchandises africaines ont sensiblement augmenté, en raison surtout de l'accélération de la croissance dans les pays en développement d'Asie, notamment la Chine et l'Inde. Parallèlement, les classes moyennes de ces pays asiatiques sont de plus en plus friandes de produits manufacturés. Cette dynamique de la demande offre aux entreprises africaines des possibilités très intéressantes d'accroître et de diversifier leurs exportations, mais aussi d'ajouter de la valeur à l'échelon local en transformant davantage les marchandises avant exportation.

### Une économie soumise aux aléas géographiques

L'Afrique subsaharienne constitue un ensemble hétérogène de pays ayant des économies, des populations, des superficies différentes et un PIB par habitant compris entre moins de 200 dollars et 7.000 dollars. Un tiers des économies de la planète qui sont dépendantes des ressources naturelles se trouvent en Afrique.

On compte 45 petits pays et deux puissances régionales (Afrique du Sud et Nigéria), qui représentent 55 % de l'activité économique du continent. Toutefois, 18 pays totalisant 36 % de la population africaine connaissent une croissance soutenue depuis une dizaine d'années. Durant cette période, 14 autres pays, où vivent 20 % des habitants de l'Afrique, ont enregistré un PIB par habitant quasiment nul ou négatif et beaucoup ont été le théâtre de conflits armés. Il s'agit, entre autres, du Burundi, de la République démocratique du Congo et de l'Érythrée.

L'Afrique est aussi originale par sa géographie physique et humaine. C'est la région en développement qui, en proportion de sa superficie, regroupe le plus grand nombre de pays, chacun ayant en moyenne des frontières communes avec quatre pays. Une majorité d'Africains vivent dans des pays où la géographie et le cadre économique ne favorisent pas le développement. Environ 40 % de la population africaine se trouve dans des pays enclavés, contre 23 % en Europe de l'Est ou dans l'ex-Union soviétique. Qui plus est, la faible densité démographique est accentuée par le coût des transports intérieurs, presque deux fois plus élevé que dans le reste du monde en développement. Toutes ces conditions de départ font que les marchés sont peu développés et peu actifs, hormis en Afrique du Sud et au Nigéria, et que les transactions commerciales sont plus coûteuses en Afrique qu'ailleurs.

## Structure des échanges Asie-Afrique

Ces quinze dernières années, les flux commerciaux entre l'Afrique et l'Asie, caractéristiques de l'envolée récente des échanges Sud-Sud, sont montés en flèche.

**Nouvelle configuration des échanges.** Les exportations de l'Afrique vers l'Asie ont progressé de 15 % de 1990 à 1995 et de 20 % ces cinq dernières années, soit plus que les exportations africaines vers n'importe quelle autre région (graphique 1). L'Asie est aujourd'hui le troisième destinataire de ces exportations derrière l'UE et les États-Unis. Les importations africaines en provenance d'Asie ont elles aussi augmenté, mais moins vite (graphique 2).

**Nouvelles complémentarités.** Les produits manufacturés ne constituent que 20 % des exportations totales de l'Afrique et la proportion est à peu près identique pour les exportations vers l'Asie. Quelque 86 % de ces dernières sont des produits de base, tandis que les produits manufacturés représentent 80 % des importations subsahariennes en provenance d'Asie. Cette configuration pourrait toutefois évoluer en raison des complémentarités croissantes entre les deux continents. Les pays africains pourraient exporter des matières transformées vers l'Asie, pour alimenter l'activité industrielle et la consommation. En Chine et en Inde, la croissance démographique se double en effet d'une hausse des revenus qui dope les achats de biens et de services africains. De son côté, l'Afrique importe des produits manufacturés asiatiques qui sont consommés par les ménages ou utilisés comme biens d'équipement dans le secteur manufacturier en plein essor.

**L'axe sino-indien.** La Chine et l'Inde, deux des économies les plus dynamiques au monde, ont vu doubler le taux de croissance annuel des exportations africaines qui leur étaient destinées entre 1990-94 et 1999-2004 (graphique 3). Les importations africaines proviennent aussi en premier lieu de ces deux pays, en particulier de la Chine (graphique 4).

L'Afrique exporte surtout du pétrole et des matières premières vers la Chine et des produits minéraux non pétroliers vers l'Inde. Le pétrole et le gaz naturel représentent plus de 62 % du total qu'elle exporte vers la Chine, suivies par les exportations de minerais et de métaux (17 %) et les matières premières agricoles (7 %). Les exportations vers l'Inde sont aussi composées essentiellement de produits à base de ressources naturelles, dont 61 % sont des minerais et des métaux et 19 % des matières premières agricoles.

Les importations africaines provenant de Chine ou d'Inde sont des marchandises à plus forte valeur ajoutée, principalement des textiles et de l'habillement, des machines et de l'outillage électriques et des biens de consommation tels que des médicaments, des cosmétiques et des piles. Les produits manufacturés représentent 87 % des importations originaires de Chine.

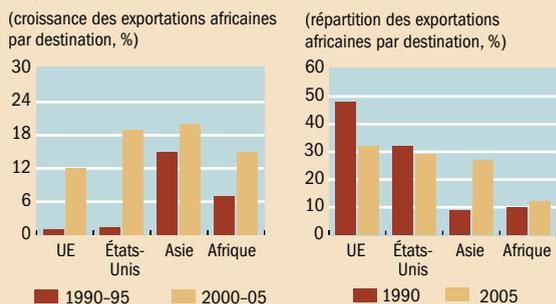
## Politiques à la frontière

Améliorer les débouchés des pays à faible revenu est une des priorités de la communauté internationale depuis quelques années, surtout dans le cadre du cycle de Doha et de diverses instances bilatérales et régionales. Avec la baisse des obstacles tarifaires et non tarifaires multilatéraux qui, dans les pays industriels, visent les exportations africaines, celles-ci devraient s'accroître sensiblement. Mais les pays africains font face au même type de barrières dans l'hémisphère Sud, y compris dans les pays asiatiques en développement. En outre, les barrières tarifaires et non tarifaires qui entravent les échanges dans certains pays d'Afrique créent parfois des distorsions qui nuisent aux exportations africaines.

Graphique 1

### L'Asie domine

Toutes destinations confondues, les exportations africaines ont augmenté, mais c'est en Asie que la demande croît le plus vite.



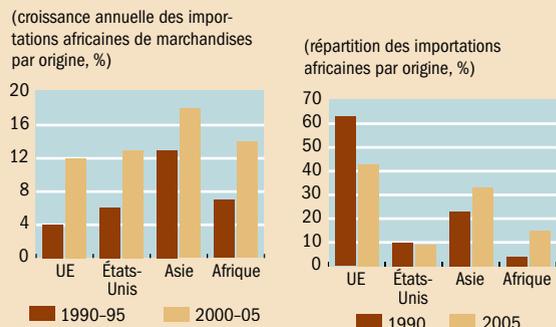
Source : Broadman (2007).

Note : Le taux de croissance est la moyenne simple des taux de croissance annuels pour chaque période. Asie = Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine (dont RAS de Hong Kong et Macao), Inde, Indonésie, Japon, République démocratique de Corée, République de Corée, RDP lao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Pakistan, Philippines, Singapour, Sri Lanka, Taiwan (province chinoise de), Thaïlande et Vietnam.

Graphique 2

### Une part qui s'accroît

Depuis cinq ans, les importations africaines en provenance d'Asie augmentent plus vite que celles qui viennent d'autres régions.



Source : Broadman (2007).

Notes : Le taux de croissance est la moyenne simple des taux de croissance annuels pour chaque période. Voir le graphique 1 pour la liste des pays asiatiques.

Les droits de douane asiatiques sur les exportations africaines diminuent progressivement mais lentement, surtout vis-à-vis des pays africains les moins avancés (PMA). Les droits sur certains produits sont *plus élevés* pour les PMA d'Afrique que pour les PMA des autres régions. Ces produits (matières premières brutes non comestibles, aliments et animaux sur pied) représentent les deux tiers des exportations totales des PMA africains vers l'Asie.

D'après des données récentes, il semblerait que, toutes choses égales par ailleurs, les droits de douane élevés appliqués par l'Asie à certains produits africains soient dissuasifs. Les droits indiens sur les produits agricoles, par exemple, sont d'autant plus préoccupants que ces produits recèlent un potentiel de croissance pour l'Afrique. Le marché chinois est relativement déréglementé, puisque 45 % des importations ne sont pas taxées ou sont soumises à un tarif douanier proche de zéro. La Chine envisage d'abaisser encore ses droits de douane et de resserrer son barème tarifaire d'ici à la fin 2007.

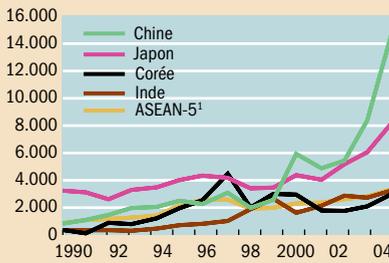
La structure de certains tarifs douaniers asiatiques est particulièrement problématique en ce qui concerne les perspectives

Graphique 3

## Un duo dynamique

Les exportations africaines vers la Chine et l'Inde sont montées en flèche, ces deux pays absorbant la moitié des exportations africaines vers l'Asie.

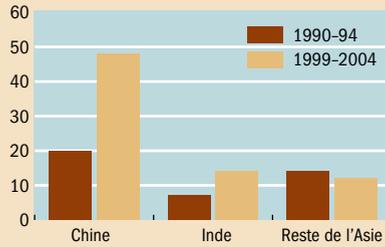
(exportations africaines, millions de dollars)



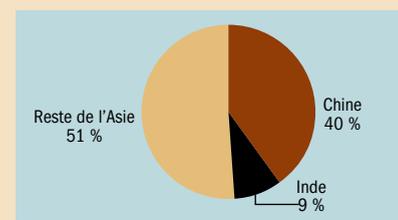
Source : Broadman (2007).

<sup>1</sup>Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

(croissance annuelle moyenne des exportations de marchandises, Afrique vers Asie, %)



(exportations africaines vers l'Asie, 2004)



d'exportation de l'Afrique vers l'Asie. Des droits élevés sont perçus sur les produits transformés afin de conserver les activités à plus forte valeur ajoutée sur le marché intérieur, tandis que des droits moins importants sont appliqués aux matières premières également disponibles dans le pays, ce qui incite les entreprises asiatiques à acheter des intrants peu chers à l'étranger pour les transformer sur le territoire national. La progressivité des tarifs douaniers appliqués aux différents stades de transformation décourage l'Afrique d'exporter des produits transformés vers l'Asie, ce qu'illustre de manière saisissante le cas d'un producteur indien de noix de cajou. Installé en Tanzanie, il souhaite exporter vers l'Inde des noix grillées plutôt que crues, mais il ne le peut pas car l'Inde perçoit des droits élevés sur les premières que sur les secondes.

Pour certains produits, les producteurs africains ne peuvent pas profiter des tarifs assez faibles pratiqués sur les marchés asiatiques car leur capacité de production est insuffisante. Par exemple, bien que la Chine réduise légèrement ses importations de fèves de cacao au profit de produits transformés à base de fèves (cacao en poudre, beurre de cacao, chocolat), l'Afrique exporte plus de fèves vers la Chine que de cacao en poudre ou de chocolat. Le droit de douane sur les fèves (9 %) n'est pourtant guère plus élevé que le droit sur les fèves (8 %), mais l'Afrique n'a pas réellement la possibilité de pénétrer sur le marché chinois du chocolat, faute d'avoir les capacités de production requises pour proposer un produit de bonne qualité.

### Politiques à l'intérieur des frontières

Bien que des arguments très convaincants plaident pour la suppression de la progressivité des obstacles tarifaires (et autres) afin de permettre aux exportations africaines d'entrer sur les marchés asiatiques, une telle mesure ne saurait remplacer certaines réformes visant les marchés intérieurs africains : abaissement des barrières à l'entrée et à la sortie, création d'institutions favorisant une concurrence intense entre entreprises, mise en place d'incitations et de règles efficaces pour assurer une bonne gouvernance, flexibilité des marchés locaux du travail et des capitaux. Qui plus est, la levée des obstacles tarifaires ne stimulera les échanges que si les pays africains trouvent des modes de production rentables et identifient les marchés porteurs.

Même si les exportations africaines vers l'Asie sont assez peu diversifiées, l'Afrique, la Chine et l'Inde sont dotées de facteurs de production complémentaires. Alors que l'Afrique, qui regorge de ressources, possède un avantage comparatif pour la production

de matières premières, y compris de sources d'énergie, la Chine et l'Inde, richement dotées en main-d'œuvre qualifiée, sont comparativement avantagées pour la production d'articles manufacturés.

Trois indices suggèrent cependant que ces complémentarités évoluent de manière positive et que l'Afrique pourrait les renforcer en procédant à des réformes intérieures. Le premier indice concerne les perspectives d'exportation de produits manufacturés à valeur ajoutée et à base de ressources naturelles que la Chine et l'Inde importent. Les pays africains pourraient développer ces exportations vers ces deux pays en mettant à profit leurs exportations actuelles de matières premières. Néanmoins, la croissance est toujours limitée par la diversification horizontale. L'Afrique ne veut plus se contenter d'être un gisement de ressources naturelles pour les autres économies et entend plutôt réaliser des gains d'efficacité dynamique en créant de la valeur à partir des ressources à sa disposition. Son stock de ressources naturelles devrait lui permettre de se lancer dans des activités à valeur ajoutée. Bien qu'encore limités à un petit nombre de pays comme le Nigéria et l'Afrique du Sud, les produits manufacturés à base de ressources naturelles (aluminium, fer, acier, etc.) figurent parmi les principales exportations africaines à destination de la Chine ou de l'Inde.

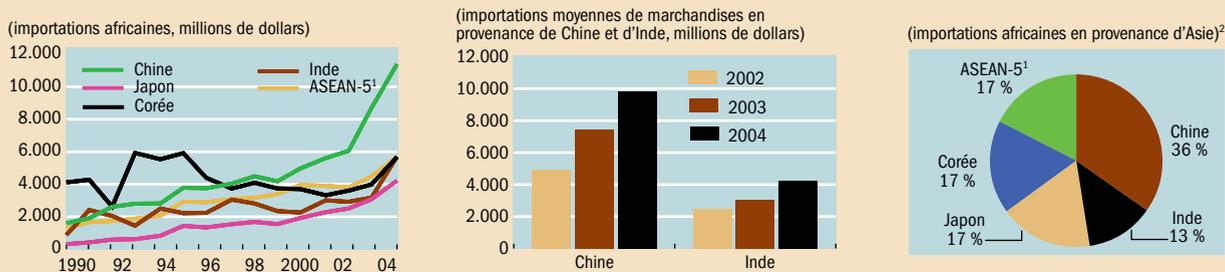
Le deuxième indice a trait aux perspectives de participer sur une plus grande échelle aux chaînes de valeur mondiales. Des études récentes montrent en effet que l'Afrique, la Chine et l'Inde présentent de plus en plus de complémentarités verticales. Par exemple, parmi les 20 principaux produits africains exportés vers la Chine et l'Inde ou importés de ces deux pays, il existe de nettes complémentarités dans la chaîne de valeur coton-textile-confection. Les pays d'Afrique de l'Ouest fournissent la matière première (coton) à la Chine et à l'Inde, qui fournissent les intrants intermédiaires (étoffes) aux ateliers de confection mauriciens, nigériens, sud-africains ou basés dans d'autres pays subsahariens. D'après des études de cas récentes, les producteurs africains pourraient participer à un réseau commercial mondial dans la filière de la confection.

Le troisième indice réside dans la diversité des pays africains et les avantages potentiels qu'elle présente dans une perspective d'intégration régionale. L'Afrique du Sud est devenue une plateforme régionale pour le développement industriel et commercial des pays d'Afrique subsaharienne, et même au-delà. Compte tenu des complémentarités technologiques entre l'Afrique du Sud, la Chine et l'Inde, les échanges intra-industriels peuvent encore s'intensifier. Portées par le mouvement d'intégration régionale, les complé-

Graphique 4

## La carte chinoise

Les importations africaines en provenance de Chine ont bondi, faisant de ce pays le principal fournisseur de biens de l'Afrique.



Source : Broadman (2007).

<sup>1</sup>Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

<sup>2</sup>Les chiffres sont fondés sur les données d'exportation du partenaire, sauf ceux de l'année 2002 dans le cas de la Thaïlande, qui sont tirés de données d'exportation de l'Afrique.

mentarités intrasectorielles qui se dessinent entre les principaux industriels africains et la Chine et l'Inde pourraient s'accompagner d'avantages plus substantiels sur les marchés infrarégionaux grâce à la multiplicité des liaisons en amont et en aval.

L'Afrique pourrait profiter de la croissance rapide des marchés chinois et indien pour diversifier son développement économique. À cette fin, elle doit déterminer comment créer un environnement qui lui permettra de se lancer plus systématiquement dans des productions à valeur ajoutée, entre autres dans le secteur des ressources naturelles, et comment jouer un rôle effectif dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. L'une des clés dans ce domaine est d'attirer l'investissement direct de l'étranger (IDE).

### Flux d'IDE entre l'Asie et l'Afrique

Une part importante de l'IDE en Afrique subsaharienne est destinée au secteur pétrolier. Ces quinze dernières années, 70 % de l'IDE a bénéficié à cinq des sept pays africains exportateurs de pétrole et à l'Afrique du Sud, pays du continent qui a attiré les flux d'IDE les plus soutenus, ce dont a profité le secteur financier, déréglementé au milieu des années 90. Néanmoins, bien que dans la plupart des pays d'Afrique 50 à 80 % de l'IDE soient consacrés à l'exploitation des ressources naturelles, certains pays réussissent de mieux en mieux à attirer l'IDE vers des secteurs comme les télécommunications, l'agroalimentaire, le tourisme, le bâtiment, l'électricité, le commerce de détail, l'industrie légère et les équipements de transport. Le phénomène est récent et les investisseurs asiatiques, surtout chinois et indiens, font œuvre de pionniers.

Les investissements en Afrique pèsent assez peu dans le portefeuille total de l'IDE chinois, même si l'Afrique en est le deuxième destinataire, après l'Asie. Les liens économiques et politiques avec le continent africain datent de la guerre froide et la Chine s'est particulièrement investie dans des projets d'infrastructure en Afrique. Globalement, 75 % de l'IDE chinois bénéficie au secteur tertiaire (bâtiment et activités industrielles et commerciales) même si les pays pétroliers en ont reçu une part non négligeable dernièrement. En 2002, les autorités chinoises ont permis à 585 entreprises d'investir en Afrique, ce qui représentait 8 % des autorisations délivrées. Quelque 98 permis concernaient l'Afrique du Sud, pour une valeur totale de 119 millions de dollars. Aujourd'hui, environ 700 entreprises chinoises opèrent en Afrique.

Les entreprises indiennes sont présentes en Afrique depuis plusieurs décennies et l'IDE indien est essentiellement dirigé vers

les services et le secteur manufacturier, mais aussi les ressources naturelles, y compris le pétrole (au Soudan, par exemple). Entre 1995 et 2004, l'Afrique a reçu 16 % de l'IDE indien, soit 2,6 milliards de dollars. Comme la Chine, l'Inde vise principalement à s'assurer un approvisionnement en sources d'énergie et autres ressources naturelles africaines pour soutenir sa croissance économique vigoureuse. En Afrique orientale et australe, les immigrants indiens ayant des liens économiques avec l'Inde et une bonne connaissance de l'Afrique ont largement contribué à drainer de nouveaux investissements vers le continent africain, surtout depuis quelques années car l'Inde possède d'abondantes réserves en devises; en outre, les autorités indiennes ont aboli diverses mesures de réglementation et de contrôle afin que les entreprises puissent émigrer et elles ont supprimé le plafond de 100 millions de dollars qui limitait les investissements indiens à l'étranger.

### Une feuille de route pour l'Afrique

Les exportations africaines vers l'Asie n'ont pas encore apporté une diversification durable et généralisée des exportations subsahariennes, que ce soit en termes de produits ou de partenaires commerciaux, et ce même sur le plan de l'accroissement de la valeur ajoutée par la transformation plus poussée des produits. Bien que l'explosion des exportations de ressources naturelles vers la Chine et l'Inde leur soit bénéfique à court terme, les pays africains doivent élaborer des stratégies pour être en mesure d'en retirer des avantages économiques à long terme.

Poursuivre la réforme de la politique commerciale «à la frontière» (diminution des droits de douane progressifs en Asie, harmonisation ou consolidation des accords commerciaux africains partiellement redondants, etc.) contribuera certainement à faciliter les exportations africaines en Asie ou ailleurs. Mais s'attaquer de front aux obstacles intérieurs qui subsistent dans les pays africains sera probablement tout aussi déterminant, sinon plus. En effet, pour améliorer leurs résultats économiques globaux en Asie et dans le reste du monde, les pays africains ne pourront se contenter simplement de libéraliser leurs politiques commerciales. ■

*Harry G. Broadman est Conseiller économique pour la Région Afrique à la Banque mondiale. Cet article s'inspire de son dernier ouvrage publié par la Banque mondiale et intitulé : «Africa's Silk Road : China and India's New Economic Frontier» (2007).*